

Bulletin officiel n° 3631 du 9 chaabane 1402 (2 juin 1982).
Dahir n° 1-80-350 du 11 rejeb 1402 (6 mai 1982) portant promulgation de la loi n° 25-79 portant
création de l'Office des aéroports de Casablanca.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Hassan II)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la terreur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la constitution, notamment son article 26,

A décidé ce qui suit :

Article Premier : Est promulguée la loi n° 25-79 portant création de l'Office des aéroports de Casablanca, adoptée par la Chambre des représentants le 4 chaabane 1400 correspondant au 18 juin 1980 et dont la teneur suit :

Loi n° 25-79
portant création de l'Office des aéroports de Casablanca

Article Premier : Il est créé, sous la dénomination d'Office des aéroports de Casablanca, un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'office est soumis à la tutelle de l'autorité gouvernementale chargée des transports, laquelle tutelle à pour objet de faire respecter, par les organes de l'office, les dispositions de la présente loi, en particulier celles relatives aux missions imparties à cet établissement public et, de manière générale, de veiller à l'application de la législation et de la réglementation concernant les établissements publics.

Il est également soumis au contrôle financier de l'Etat applicable aux établissements publics en vertu de la législation en vigueur.

Article 2 : L'office des aéroports de Casablanca a pour objet d'assurer :

- a) l'aménagement, l'exploitation, l'entretien et le développement des aéroports de Casablanca - Nouasser, Casablanca - Anfa. Tit-Mellil et d'autres aéroports qui peuvent être créés ultérieurement que de leurs dépendances ;
- b) le contrôle local de la navigation aérienne et la mise en oeuvre des moyens nécessaires à l'approche, à l'atterrissage, au décollage, à la circulation au sol et au stationnement des aéronefs sur les aérodromes visés ci-dessus ;
- c) l'embarquement, le débarquement, le transit et l'acheminement à terre des voyageurs, des marchandises et du courrier transportés par air ainsi que tous services destinés à la satisfaction des besoins des usagers et du public ;
- d) la liaison avec les organismes et les aéroports internationaux afin de répondre aux besoins du trafic aérien ;
- e) l'exploitation de certains ouvrages et services qu'il peut, le cas échéant, concéder à des tiers, en conformité avec les clauses d'un cahier des charges.

Article 3 : Pour assurer la bonne marche des services publics dont il a la charge, l'office est autorisé à utiliser les biens immeubles nécessaires à l'exploitation et au fonctionnement des aérodromes visés à l'article 2 ci-dessus.

Sont transférés, tous les biens meubles nécessaires à l'office pour remplir ses missions et qui sont directement liés à l'exploitation et au fonctionnement des aéroports précités.

Article 4 : Pour les acquisitions des biens immobiliers nécessaires à l'exécution des travaux précisés au paragraphe (a) de l'article 2, l'office exerce des droits de la puissance publique, par délégation,

conformément à l'article 3 du dahir du 26 joumada II 1370 (3 avril 1951) sur l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire.

Article 5 : L'office est administré par un conseil d'administration qui comprend, outre le représentant de l'autorité gouvernementale chargée des transports, le représentant du ministre des finances, les représentants d'autres départements ministériels ou établissements désignés par décret.

Le Premier ministre ou son délégué préside le Conseil d'administration.

Le conseil peut déléguer partie de ses pouvoirs à un comité de direction ;

L'office est géré par un directeur nommé par dahir.

Article 6 : Le conseil délibère valablement lorsque la moitié, au moins, de ses membres sont présents ou représentés.

Les décisions sont prises à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Article 7 : Le Conseil d'administration est investi de tous les pouvoirs et attributions nécessaires à l'administration de l'office.

Article 8 : Le directeur détient tous les pouvoirs et attributions nécessaires à la gestion de l'office.

Il exécute les décisions du conseil d'administration et, le cas échéant, du comité de direction.

Il peut recevoir délégation du conseil d'administration ou du comité de direction pour le règlement d'une affaire déterminée.

Il peut déléguer une partie de ses pouvoirs et attributions au personnel de direction de l'office.

Article 9 : Le budget de l'office comprend :

a) en recettes :

- les produits et bénéfices provenant de ses opérations,
- les subventions de l'Etat,
- les avances remboursables provenant du Trésor et d'organismes publics ou privés ainsi que les emprunts autorisés conformément à la réglementation en vigueur,
- les dons, legs et produits divers,
- toutes autres recettes, notamment parafiscales, qui peuvent lui être attribuées ultérieurement.

b) en dépenses :

- les frais de fonctionnement et d'équipement de l'office ;
- le remboursement des avances diverses,
- les versements à l'Etat des bénéfices réalisés par l'office,
- toutes autres dépenses qui peuvent lui être imposées ultérieurement.

L'office tient ses écritures et effectue ses opérations de recettes et de paiements selon les lois et usages du commerce.

Article 10 : Le recouvrement des créances de l'office ainsi que des impôts et taxes qui lui sont dus, est effectué conformément aux dispositions de l'article 71 du dahir du 20 joumada I 1354 (21 août 1935) portant règlement sur les poursuites en matière d'impôts et taxes assimilées, tel qu'il a été modifié et complété.

Article 2 : Le présent dahir sera publié au Bulletin officiel.

Fait à Fès, le 11 rejev 1402 (6 mai 1982).

Pour contresing : Le Premier ministre,

Maati Bouabid

NB : Le a) de l'article 2 et le premier alinéa de l'article 5 de cette loi sont abrogés et remplacés dans le Dahir 1-89-237.